

CONVENTION N° AMI FJT 2025 03 DR NORMANDIE FORFAIT

ALS & LA COMMUNE D'ARGENTAN

ENTRE :

ACTION LOGEMENT SERVICES, Société par Actions Simplifiée au capital de 20 millions d'Euros – dont le siège social est situé au 19/21 quai d'Austerlitz 75013 Paris - Numéro Siret : 824 541 148 RCS Paris Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17006232 – Société agréée et contrôlée par l'ACPR.

Représentée par Monsieur RIGAUDIAT Martin, Directeur régional de la région Normandie,

Ci-après dénommée « **ALS** »

D'une part,

ET :

La Commune d'Argentan, dont le siège social est situé au Place du Docteur COUINAUD 61200 ARGENTAN, Numéro Siren : 216100065, représentée par M. LEVEILLE Frédéric, son Maire,

Ci-après dénommée "**Commune**",

D'autre part,

Ci-après dénommée individuellement la « **Partie** » et ensemble les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

Le groupe Action Logement est pleinement mobilisé pour participer à la transition écologique en montrant la voie de l'habitat bas carbone et circulaire.

C'est un acteur incontournable du logement des jeunes actifs grâce aux financements apportés pour le développement de structures collectives qui leur sont dédiées telles que les Foyers de Jeunes Travailleurs (FJT).

Les ESH du Groupe sont également nombreuses à détenir ces résidences.

Les FJT sont au cœur des transitions eu égard à l'impact écologique des bâtiments mais aussi compte tenu du public accueilli et accompagné. A l'intersection des politiques de la jeunesse, de l'action sociale, des politiques du logement et du développement économique et territorial, les FJT, qui représentent environ 50 000 logements, sont directement concernés par les enjeux de sobriété et efficacité énergétiques.

L'accompagnement socio-éducatif est un levier puissant pour promouvoir le changement des comportements individuels, et les gestionnaires ont engagé depuis longtemps des actions de sensibilisation auprès de leurs jeunes résidents.

Le Groupe Action Logement est attaché au modèle des FJT. Il contribue à l'accueil de jeunes actifs en emploi ou en formation, avec un projet de mixité sociale et d'expérimentation du pouvoir d'agir et de la citoyenneté.

C'est pourquoi le Groupe a décidé de soutenir l'accompagnement mené par les gestionnaires de FJT au titre de la transition écologique, en lançant un Appel à Manifestation d'Intérêt, du 28/04/2025 au 05/12/2025. La commune d'Argentan s'est positionnée et a été retenue pour bénéficier de ce soutien exceptionnel.

ACTION LOGEMENT SERVICES, filiale de la commune d'Argentan Action Logement Groupe assure la collecte de la PEEC et distribue des services et des financements. C'est ainsi que dans le cadre des dispositions de l'article R 313-1-3 du CCH, peuvent être financées les activités en faveur du logement ou de l'hébergement des personnes et des familles, lorsque ces activités relèvent de l'ingénierie sociale, financière et technique et sont réalisées par des organismes agréés mentionnés à l'article L.365-3 du CCH, de l'intermédiation locative et de la gestion locative sociale et par des organismes agréés mentionnés à l'article L.365-4 du CCH.

La commune d'Argentan

Description

La commune n'est pas agréée au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique (art L.365-4 du Code de la Construction et de l'Habitation), celle-ci en étant dispensée.

Les Parties constatent la convergence de leurs missions, objectifs et intérêts et conviennent ce qui suit :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La présente convention (ci-après dénommée la « **Convention** ») a pour objet de définir les conditions dans lesquelles ALS, par l'intermédiaire de la Direction Régionale NORMANDIE (ci-après dénommée la « **DR** ») et la commune d'Argentan mettent en place une collaboration particulière au titre de l'année 2025 dans le cadre du soutien exceptionnel apporté par ALS à l'accompagnement social des résidents des Foyers de Jeunes Travailleurs dans la maîtrise de leur consommation de fluides.

Ce soutien porte sur les dépenses d'accompagnement et supports de l'accompagnement mentionnés en annexe 1.

Un comité de pilotage assurant le suivi des actions est composé des membres ci-dessous :

- Pour ALS : Elise TRICOT et Cécile COLMARD
- Pour la commune d'Argentan : Thomas PONCHEAUX

ARTICLE 2 – Engagements de la commune d'Argentan

La commune d'Argentan s'engage à :

- Accomplir l'ensemble des actions conformément aux dispositions prévues en annexe 1
- Fournir les justificatifs des dépenses de petits équipements
- Fournir les bilans conformément à l'article 4.
- Référencer son offre de logements sur la plateforme « Logement temporaire » d'Action Logement Services
- Mettre en place un flux entre le logiciel de gestion de son offre et la plateforme « Logement temporaire » d'ALS lorsque cette option existe dans son logiciel de gestion

La commune d'Argentan s'engage par ailleurs à présenter à ALS l'ensemble des justificatifs à la première demande et à les présenter à tout organisme exerçant la tutelle ou le contrôle des sommes utilisées au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction en application de la réglementation en cours.

ARTICLE 3 – Engagements d'ALS

ALS s'engage à régler les dépenses en lien avec l'accompagnement réalisé auprès des résidents de FJT conformément à l'article 5 de la Convention.

ARTICLE 4 – Evaluation de la convention

Cette évaluation consistera en (*cf. annexe 2*) :

- 1 / Un bilan des actions menées et des équipements financés conforme aux modèles figurant en annexe 2 ;
- 2 / Un questionnaire de satisfaction qui sera remis aux résidents à l'issue de l'accompagnement réalisé via un QR Code fourni par ALS ;
- 3 / Un questionnaire d'évaluation adressé par ALS et à compléter par la commune d'Argentan.

ARTICLE 5 – Conditions financières

La subvention consentie par ALS à la commune d'Argentan au titre de cette convention et de l'exercice 2025 est de 100 € maximum par logement FJT disponible à la location durant au moins 8 mois sur les années 2025 et 2026 au sein du (des) FJT listé(s) en annexe 5.

Le montant global maximal du financement s'élève à **4 200 €**.

Le concours ainsi mobilisé sera comptabilisé sur l'enveloppe « Aide aux salariés en difficulté, ingénierie sociale » de la convention quinquennale.

Ce financement intervient selon les modalités suivantes :

- 60 % à la signature de la Convention,
- 40 % au plus tard le 31/03/2027 sur production des pièces justificatives et réalisation des engagements mentionnés à l'article 2.

ARTICLE 6 – Informatique et Libertés

Les Parties conviennent de mettre en place une annexe à la présente convention afin d'organiser les échanges de données à caractère personnel nécessaires à la réalisation des engagements (annexe 3).

ARTICLE 7 – Confidentialité

Chaque Partie reconnaît par les présentes que toute l'information confidentielle divulguée pendant la durée de la présente convention demeure la propriété exclusive d'Action logement Services et, par conséquent, reconnaît que toute divulgation non autorisée de cette information confidentielle par l'autre Partie peut causer des dommages sérieux à celle-ci.

Par conséquent, chaque Partie s'engage envers l'autre Partie, afin de protéger les intérêts de cette dernière, à :

- a) Utiliser l'information confidentielle divulguée uniquement aux fins pour lesquelles elle a été divulguée ;
- b) Ne pas permettre à un tiers d'avoir accès à cette information confidentielle sauf dans les cas où une divulgation de celle-ci s'avère nécessaire à la réalisation de l'objet de sa divulgation ;
- c) Prendre toutes les mesures appropriées, lorsque la divulgation d'information confidentielle à un tiers devient nécessaire, afin de protéger la confidentialité de celle-ci en requérant de la part du tiers un engagement de confidentialité visant à assurer le même régime de protection de cette information que celui prévu aux présentes ;
- d) Prendre tous les moyens raisonnables appropriés pour limiter l'accès à ladite information confidentielle.

Tous les documents et informations confiés ou diffusés aux Parties sont confidentiels. Les Parties se reconnaissent tenues au secret professionnel et ont l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits et informations dont elles pourront avoir connaissance au cours de l'exécution de la présente convention et s'interdisent toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de l'autre Partie.

ARTICLE 8 – Propriété intellectuelle

Chaque Partie peut, pendant l'exécution de la présente convention et dans le cadre exclusif de son exécution, utiliser, diffuser et reproduire sur quelque support que ce soit, les marques, logos, noms ou tout autre signe appartenant à l'autre Partie qui lui ont été communiqués par celle-ci (ci-après les « Données »), sous réserve de respecter les modalités de diffusion définies conjointement, et notamment les axes de communication et les messages principaux.

Les Parties s'engagent à s'informer au préalable de la mise en œuvre de toute action de communication liée aux actions conduites en commun dans le cadre de la présente convention. Tous les supports qui seront conçus devront faire l'objet d'un accord mutuel des Parties.

Toutes les reproductions et/ou représentations des noms, marques, logos, et autres signes distinctifs sur quelque support de communication que ce soit, seront effectuées dans le respect de la charte graphique fournie par la Partie concédante et soumises pour validation préalable à la Partie concédante.

Les Parties reconnaissent que le seul usage de ces noms, marques, logos ou tout autre signe distinctif au titre de la Convention ne permet pas à l'autre Partie de revendiquer des droits de propriété intellectuelle d'aucune sorte sur ceux-ci qui demeurent la propriété pleine et entière de l'autre Partie.

Chaque Partie se garantit réciproquement de la titularité des droits portant sur les Données dont elle a consenti le droit d'utilisation, de diffusion et de reproduction à l'autre Partie pour l'exécution des présentes.

ARTICLE 9 – Durée de la convention

La Convention prend effet à compter de sa signature et jusqu'au 31 décembre 2025, les actions pouvant être menées jusqu'au 31 décembre 2026.

Les fonds (40%) pourront être débloqués jusqu'au 31/03/2027.

La convention est conclue au titre de l'exercice 2025.

La Convention pourra être modifiée par voie d'avenant permettant de prendre en compte les évolutions des actions partenariales à engager au titre de la présente convention.

ARTICLE 10 – Résiliation

En cas de non-respect de ses engagements par l'une des Parties, l'autre Partie pourra demander la résiliation de la Convention, par lettre recommandée avec accusé réception, et moyennant un préavis de 1 mois. Les missions et actions en cours ne peuvent alors être poursuivies au-delà d'un délai de 3 mois.

En cas d'incapacité pour la commune d'Argentan de réaliser les actions convenues, pour tout motif, l'une ou l'autre des Parties pourra demander la résiliation de la Convention par lettre recommandée avec accusé de réception et moyennant un préavis de 15 jours. Dans cette hypothèse, ALS pourra demander le remboursement du premier versement représentant 60% versé à la signature de la Convention.

En cas de modifications législatives ou réglementaires régissant ALS et rendant impossible l'exécution de la Convention, les Parties peuvent, avant expiration, résilier la Convention par lettre recommandée avec accusé de réception, et moyennant un préavis de 1 mois, sans pouvoir donner lieu au versement d'indemnité.

ARTICLE 11 – Conventions antérieures

Les Parties conviennent que la présente convention met fin à toutes conventions sur le même objet signées antérieurement entre ALS et la commune d'Argentan.

ARTICLE 12 – Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

En application des dispositions légales et réglementaires relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, ALS est tenue de s'assurer d'une bonne connaissance de ses clients et d'exercer une vigilance constante sur les opérations effectuées par ces derniers. ALS vérifie à cette fin l'identité et l'adresse de la commune d'Argentan et recueille toute information pertinente pour une bonne compréhension de la nature et de l'objet de sa relation avec lui.

La commune d'Argentan est dûment informée qu'ALS ne pourra pas entrer en relation d'affaires avec elle si elle n'est pas en mesure de l'identifier, de recueillir les informations relatives à l'objet et à la nature de cette relation et, plus généralement, en cas de soupçon de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

Tout au long de cette relation, ALS peut demander à la commune d'Argentan de mettre à jour les informations recueillies et/ou de lui fournir tout justificatif relatif à son identité, son domicile, son activité professionnelle, son niveau de revenu, son patrimoine. La commune d'Argentan est tenue de communiquer immédiatement les informations et justificatifs demandés. A réception des documents demandés ou en son absence, et ce durant toute la relation d'affaires au titre de son obligation de connaissance actualisée de ses clients, ALS pourra, unilatéralement et sans recours possible de la commune d'Argentan, décider de différer l'exécution de ses obligations, voire de ne pas les exécuter.

Conformément à la réglementation en vigueur et plus particulièrement à l'article L.561-12 du Code monétaire et financier, ALS conservera pendant une durée de cinq (5) ans après la fin des relations avec la

commune d'Argentan intervenue pour quelque raison que ce soit, une copie des documents et informations ayant servi à son identification.

ARTICLE 13 – Autorités de contrôle

ALS, en tant qu'organisme collecteur de la participation des employeurs à l'effort de construction agréé, est soumis au contrôle et à l'évaluation de l'agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS) située La Grande Arche - Paroi Sud 92055 PARIS LA DÉFENSE Cedex (www.ancols.fr).

L'autorité chargée du contrôle des établissements de crédit est l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) située 4 Place de Budapest CS 92459, 75436 Paris Cedex 09 (www.acpr.banque-france.fr).

La direction du ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie chargée de contribuer à l'efficacité économique, au bénéfice des consommateurs, est la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) située 59, boulevard Vincent Auriol ; 75013 Paris cedex 13.

ARTICLE 14 – Attribution de compétence

La Convention est régie par la législation française.

Pour l'exécution de la Convention, les Parties font élection de domicile en leur siège social respectif.

En cas de différend relatif à la validité, l'interprétation, l'inexécution et l'exécution de l'une des quelconques dispositions de la présente convention, les Parties décident de rechercher avant tout une solution amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, **les Parties attribuent expressément compétence aux juridictions civiles du ressort de la Cour d'appel de Paris.**

Fait à SAINT CONTEST,
Le 12/12/2025

Pour la commune d'Argentan
M. LEVEILLE Frédéric

Pour ACTION LOGEMENT SERVICES
M. RIGAUDIAT MARTIN

ANNEXE 1 DÉCLINAISON DE L'OBJET DE LA CONVENTION – DÉPENSES D'ACCOMPAGNEMENT FINANÇABLES

Dans le cadre du soutien exceptionnel apporté par ALS à l'accompagnement social des résidents des Foyers de Jeunes Travailleurs dans la maîtrise de leur consommation de fluides, peuvent être financées :

- a) Dépenses en lien avec l'accompagnement réalisé auprès des résidents par les équipes socio-éducatives :
 - Dépense de formation des équipes socio-éducatives à l'animation et aux actions de sensibilisation aux écogestes ;
 - Animation d'ateliers collectifs organisés au sein des résidences avec les outils à disposition du réseau d'appartenance (UNHAJ, UNAFO, UNCCAS, etc.) ;
 - Accompagnement individuel concernant l'utilisation du logement et plus particulièrement l'utilisation des appareils de chauffage, d'eau et d'électricité, notamment lors des états des lieux d'entrée des nouveaux et nouvelles résident.es.
- b) Les dépenses de petits équipements

Dans la limite de 50 % du financement global indiqué dans la convention, les dépenses (fourniture et pose) de petits équipements à installer dans les logements pour permettre de mesurer la consommation individuelle et sensibiliser les jeunes aux écogestes :

- Mesurage :
 - o Compteurs, sous compteurs (divisionnaires, défalqueurs, répartiteurs etc.)
- Eau :
 - o Mousseurs hydro-économes, mitigeurs, réducteurs de débit / pression d'eau
 - o Pommes de douches économes
- Chauffage :
 - o Thermostats programmables
 - o Robinets thermostatiques
 - o Détecteurs de présence / fenêtres ouvertes
 - o Rideaux thermiques
 - o Bas de porte
- Eclairage :
 - o LED, avec ou sans dispositif de contrôle
 - o Lampes fluocompactes
 - o Détecteurs de présence
- Electricité :
 - o Prises intelligentes, connectées
- Ventilation :
 - o Brasseurs d'air
 - o Stores à projection
 - o Brises soleil orientables
- Général :
 - o Remplacement de vieux équipements très consommateurs par des équipements économes (petits équipements)

L'ensemble de ces actions vise l'accompagnement des résidents vers le logement autonome.

ANNEXE 2

OUTIL DE SUIVI DES ACTIONS MENÉES ET REPORTING DES SALARIÉS ACCOMPAGNÉS

1. Bilan des actions menées et équipements financés

TYPE D'ACTIONS MENEES

Date	Type (menu déroulant)	Identification des participants				
		Nom	Prénom	Statut (menu déroulant)	Entreprise	Siret

TYPE D'ÉQUIPEMENTS INSTALLÉS

Date facture	Numéro facture	Fournisseur	Type (menu déroulant)	Nombre	Prix unitaire TTC	Prix Total TTC
						0,00 €
						0,00 €
						0,00 €
						0,00 €
						0,00 €
						0,00 €
						0,00 €
						0,00 €
						0,00 €
						0,00 €
TOTAL						0,00 €
MONTANT FINANCEMENT ALS						
PART						-

Pour mémoire, les dépenses de petits équipements sont prises en charge dans la limite de 50% du montant global de la convention. Au-delà, elles ne seront pas prises en compte

- Comparatif des budgets prévisionnel et réalisé
- Comparatif du nombre de jeunes ayant bénéficié d'un accompagnement (individuel ou collectif) et du nombre de logements financés et réalisé

2. Evaluation

- Un questionnaire de satisfaction remis aux résidents à l'issue de l'accompagnement réalisé via un QR code
- Un questionnaire d'évaluation à compléter par le gestionnaire

ANNEXE 3

RELATIVE À L'ÉCHANGE DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

1. Définitions

Les termes ci-dessous définis auront entre les Parties la signification suivante :

- **« Donnée à caractère personnel »** : désigne toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable au sens du Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après « RGPD ») ;
- **« Règlementation informatique et libertés »** : désigne les réglementations applicables à la protection des Données à Caractère Personnel. L'ensemble des Données à Caractère Personnel entrant dans le champ du transfert de données est soumis au respect de la réglementation applicable en France et dans l'Union européenne dans le domaine de la protection des Données à Caractère Personnel, incluant notamment :
 - la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et ses éventuelles mises à jour et son décret d'application ;
 - le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (règlement général sur la protection des données) ;
 - les textes et décisions émanant d'autorités de contrôle, notamment de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés (Cnil).
- **Traitement de données à caractère personnel** désigne toute opération ou ensemble d'opérations portant sur de telles données, quel que soit le procédé utilisé, et notamment la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, ainsi que le verrouillage, l'effacement ou la destruction.
- **Le Responsable de traitement** est, sauf désignation expresse par les dispositions législatives ou réglementaires relatives à ce traitement, la personne, l'autorité publique, le service ou l'organisme qui détermine ses finalités et ses moyens.
Lorsque deux responsables du traitement déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement ils sont responsables conjoints du traitement.

Les termes utilisés relatifs à la protection des données ont la signification qui leur est donnée dans le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (règlement général sur la protection des données).

2. Objet de l'annexe

La présente annexe a pour objet d'encadrer opérationnellement et juridiquement l'échange de données à caractère personnel entre les partenaires poursuivant les objectifs définis à l'article 4 des présentes.

Elle fixe les obligations des parties entre elles et vis-à-vis des personnes physiques dont les données personnelles sont traitées.

Elle garantit la protection des données personnelles qui feront l'objet de communication entre les parties et plus généralement le respect des règles découlant de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le périmètre de la convention peut être amené à évoluer en fonction de leur volonté. Dans ce cas, elles pourront procéder d'un commun accord à la signature d'un avenant à la présente convention.

3. La qualité des Parties au regard de la réglementation informatique et libertés

Les Parties sont chacune responsable de traitement des données partagées. Elles les traitent de manière indépendante pour des finalités qui leur sont propres et avec des moyens qu'elles déterminent chacune pour ce qui la concerne. Chacune s'est assurée de la faisabilité juridique d'opérer l'échange de données projeté et que celui-ci s'effectuera en conformité avec la réglementation informatique et libertés. Les parties se garantissent réciproquement qu'il n'existe aucun empêchement à l'échange des données à caractère personnel.

4. Objectifs poursuivis par l'échange de données et liste des données

L'échange de données a pour finalité de permettre :

- D'établir des statistiques du nombre de bénéficiaires de l'ensemble des services rendus par **La Commune** aux publics servis par Action Logement;
- De justifier auprès de ses clients de la liste des bénéficiaires de l'ensemble des services rendus par **La Commune** aux publics servis par Action Logement ;
- De justifier le décaissement des subventions au bénéfice de **La Commune** prévues dans le cadre de la convention.

La liste des données échangées et modalités d'échange figurent en annexes A et B.

5. Engagements des parties

5.1 Les données partagées

Les parties s'engagent à s'assurer de la pertinence, de l'adéquation de ces données à caractère personnel et du caractère nécessaire de ces dernières pour réaliser les finalités ci-dessus définies.

L'annexe relative aux données partagées contient la justification du caractère proportionné, nécessaire, pertinent et adéquat des données par rapport aux finalités poursuivies.

Qualité des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à échanger que des données à jour, exactes et complètes qu'elles peuvent encore légitimement conserver.

Lorsque l'une des parties supprime des données qui ont été transférées, elle en avisera l'autre partie dans les conditions définies ci-après.

Les modalités de mise à disposition des données caractère personnel

Les parties s'engagent à échanger les données à caractère personnel faisant l'objet des présentes.

L'accès aux données s'effectuera selon les modalités et conditions définies en annexe.

Les parties garantissent l'origine, la fiabilité, et l'intégrité des données à caractère personnel.

Les parties désignent comme contact dans le cadre du transfert de données le Délégué à la Protection des Données.

Le DPO d'ALS peut être contacté sur l'adresse suivante 21, Quai d'Austerlitz - CS 41455 - 75643 Paris Cedex 13 ou par mail : rgpd.ues75@actionlogement.fr.

5.2 Respect de la réglementation relative au traitement des données personnelles

Les parties déclarent être en conformité avec la réglementation relative au traitement des données à caractère personnel telle qu'elle découle de la loi du 6 janvier 1978 précitée.

Elles garantissent par ailleurs que les données communiquées seront :

- Collectées et traitées de manière loyale et licite ;

- Collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitime et ne sont pas traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités ;
- Adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées et de leurs traitements ultérieurs et ;
- Exactes, complètes et lorsque cela est nécessaire, mises à jour.

5.3 Les finalités du transfert de données à caractère personnel

Les Parties reconnaissent le caractère nécessaire du transfert de données à caractère envisagé pour atteindre la finalité qu'elles poursuivent.

La finalité du transfert de données à caractère personnel poursuivie est :

- D'établir des statistiques du nombre de bénéficiaires de l'ensemble des services rendus par **La Commune** aux publics servis par Action Logement;
- De justifier auprès de ses clients de la liste des bénéficiaires de l'ensemble des services rendus par **La Commune** aux publics servis par Action Logement ;
- De justifier le décaissement des subventions au bénéfice de **La Commune** prévues dans le cadre de la convention.

Les Parties s'engagent à respecter la finalité ainsi définie et à ne pas modifier cette dernière sans avoir préalablement examiné la faisabilité juridique de ce changement et avoir régularisé un avenant.

Chacune des Parties s'engage à ne pas poursuivre de finalités incompatibles avec la finalité visée aux présentes et à ne pas traiter les données à caractère personnel partagées en dehors de ce qui est défini aux présentes.

5.4 Garantie de sécurité et de confidentialité des données

Les Parties s'engagent à garantir la sécurité et la confidentialité des données qui leur sont communiquées en application de la présente, et en particulier à :

- Prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées, notamment utiliser un mode de transmission qui sécurise le transfert des données ;
- Ne pas utiliser les informations traitées à des fins autres que celles spécifiées aux présentes ;
- Ne pas divulguer ces informations à d'autres personnes que celles prévues en annexe, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la sécurité et la confidentialité des données ;
- Prendre toute mesure permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données traitées ;
- Ne pas sous-traiter le traitement de ces données.

6. La base juridique du traitement de partage des données à caractère personnel

Le traitement de transfert des données à caractère personnel de **la commune d'Argentan** vers ALS est fondé sur le consentement des personnes reçues par la commune d'Argentan (cf. annexe C).

7. Procédure de gestion de droits des personnes

Chacune des Parties demeure responsable des traitements qu'elle met en œuvre pour son propre compte. Lorsqu'une Partie reçoit une demande d'exercice de droit d'une personne concernée relativement aux données à caractère personnel qu'elle traite, elle y répond sous sa seule responsabilité dans les délais prévus par la réglementation informatique et libertés.

Les Parties s'engagent à fournir aux personnes concernées les modalités et détail de la procédure d'exercice de leurs droits.

La Partie ayant transmis les données a l'obligation de notifier à chaque destinataire auquel les données à

caractère personnel ont été communiquées toute rectification ou tout effacement de données à caractère personnel ou toute limitation du traitement effectué, à moins qu'une telle communication se révèle impossible ou exige des efforts disproportionnés.

Le responsable du traitement fournit à la personne concernée des informations sur ces destinataires si celle-ci en fait la demande.

8. L'absence de catégorie particulière de données à caractère personnel

Le partage de données ne porte pas sur des catégories particulières de données à caractère personnel.

9. Accountability

Chacune des Parties doit documenter sa compliance et est responsable des traitements qu'elle opère en tant que responsable de traitement.

Dans le cadre du transfert de données à caractère personnel, chacune des Parties devra documenter l'ensemble des mesures prises pour assurer le respect de la réglementation informatique et libertés.

Chaque Partie met à la disposition de l'autre la documentation nécessaire pour démontrer le respect des obligations mises à sa charge en matière de protection des Données à Caractère Personnel.

10. Transparence et loyauté

Les Parties préalablement au transfert de données à caractère personnel s'engagent à informer les personnes concernées du transfert projeté conformément à la réglementation informatique et libertés.

A cet égard, elles s'engagent à fournir aux personnes concernées une information directe, claire et compréhensible.

L'information des personnes doit leur permettre d'identifier notamment les organisations, les données, les destinataire et finalités du transfert.

Pour assurer la loyauté du transfert des données, chacune des Parties s'engage à traiter les données dans les conditions définies aux présentes et s'interdit tout traitement différent.

En aucun cas, les données ne doivent être traitées d'une manière inattendue pour les personnes concernées.

11. Sécurité des données

L'exécution de l'annexe d'échange de données devra être réalisée dans les conditions définies en annexe B « Description des modalités et conditions de transfert des données ».

Les parties s'engagent à prendre toutes précautions utiles au regard de la nature des données et des risques présentés par le traitement, pour préserver la sécurité des données des fichiers et notamment empêcher toute déformation, altération, endommagement, destruction de manière fortuite ou illicite, perte, divulgation et/ou tout accès par des tiers non autorisés préalablement.

Chaque Partie doit mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles nécessaires afin de respecter la réglementation Informatique et libertés et la sauvegarde des droits individuels des personnes concernées en prenant en compte l'état des connaissances, les coûts de mise en œuvre et la nature, portée, contexte et les finalités du traitement ainsi que les risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.

Ces mesures s'entendent en termes de :

- Sécurité liée au personnel,
- Authentification des utilisateurs,
- Gestion des habilitations,
- Traçabilité des accès et des audits,
- Sécurité logique,
- Pollution informatique,

- Gestion de l'exploitation.

Chaque partie s'engage à maintenir ces moyens tout au long de l'exécution de la convention et à défaut, à en informer immédiatement l'autre partie.

Pour cela, chaque Partie s'engage à résoudre toute difficulté qui pourrait se poser avant de transférer les données si les systèmes, les standards de sécurité étaient de nature différente et pouvaient notamment poser des problématiques de compatibilité.

Si, pour l'exécution de la convention, les parties recourent à des prestataires (sous-traitants au sens du règlement général sur la protection des données -RGPD-), les contrats qu'elles concluent avec eux présentent, s'agissant des mesures de sécurité mises en œuvre, des garanties équivalentes à celles mises en place dans le cadre de la convention. Pour les opérations portant sur des données personnelles, les contrats précisent que le prestataire ne peut agir que sur instruction de son co-contractant.

12. Notification violation de données

Chacune des Parties s'engage à notifier à l'autre toute violation de données dans les 36 heures au plus tard suivant la découverte du premier soupçon de violation des données partagées.

13. Durée de conservation des données

Chacune des Parties s'engage à ne partager que des données qu'elle peut conserver conformément à la réglementation informatique et libertés. Par ailleurs, lorsqu'elles reçoivent des données, elles s'engagent à ne les utiliser que pendant une durée déterminée en fonction de la finalité poursuivie conformément à la réglementation informatique et libertés.

14. Destinataires des données à caractère personnel

Les destinataires des données à caractère personnel transférées à l'ALS sont identifiées en annexe.

15. Suppression des données à la fin du contrat

En cas de cessation des relations contractuelles, pour quelque cause que ce soit, chacune des Parties s'engage, de manière expresse, à détruire et à apporter la preuve de la destruction, dans les plus brefs délais, à l'autre Partie :

- Des données issues du partage ;
- des informations, de quelque nature que ce soit, communiqués ;

Et à n'en conserver aucune copie sous quelque forme que ce soit.

La Partie destinataire des données signera une déclaration confirmant que les données partagées et toutes les copies des renseignements partagés ont été détruits et selon les normes requises.

16. Information des personnes

Les Parties garantissent que les personnes dont les données sont traitées dans les fichiers objet du transfert de données ont :

- Été informées de manière conforme aux articles 13 (en cas de collecte directe) et 14 (en cas de collecte indirecte) du RGPD ;
- Donné leur consentement, lorsqu'il est requis, au traitement de leurs données.

17. Responsabilité

Les Parties conviennent que les personnes concernées ayant subi un dommage du fait d'une violation des dispositions des présentes ont le droit d'obtenir des Parties réparation du préjudice subi. Les Parties conviennent qu'elles ne peuvent être exonérées de cette responsabilité que si elles prouvent que l'action incompatible avec les obligations prévues par les présentes n'est imputable à aucune d'entre elles.

Les Parties conviennent d'être solidairement responsables des dommages subis par les personnes concernées résultant d'une violation des présentes. Dans un tel cas, la personne concernée peut poursuivre en justice l'une ou l'autre des Parties ou les deux à la fois.

Les Parties conviennent que si l'une d'entre elles est tenue responsable d'une violation commise par l'autre Partie, la seconde Partie dédommagera, dans la mesure où elle est responsable, la première Partie de tout coût, charge, dommage, dépense ou perte encourue par la première Partie.

18. Confidentialité

Dans le cadre des présentes, l'ensemble des informations est confidentiel et recouvre toutes informations ou toutes données communiquées par les Parties par écrit ou oralement, y compris les informations communiquées ou obtenues à l'occasion des négociations des présentes.

Les Parties s'engagent naturellement à :

- Traiter les informations confidentielles avec le même degré de protection qu'elles accordent à leurs propres informations confidentielles de même importance ;
- Garder les informations confidentielles et qu'elles ne soient pas divulguées ni susceptibles de l'être directement ou indirectement à tout tiers ;
- Ne pas porter atteinte, en aucune façon, aux droits de propriété portant sur les informations confidentielles ;
- Éviter que les informations confidentielles ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées, en Partie ou en totalité, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications ne sont pas directement liées à l'exécution des présentes.

Les Parties conviennent expressément de ne porter atteinte en aucune façon aux droits de propriété portant sur les informations confidentielles.

Cette obligation de confidentialité s'applique sans limitation de durée.

19. Bonne foi

Les Parties conviennent d'exécuter le présent contrat de bonne foi.

20. Autorisations légales

Les Parties s'engagent à disposer de l'ensemble des autorisations légales et administratives nécessaires à l'exécution des présentes.

Les Parties s'engagent à collaborer pour la réalisation de nouvelles autorisations légales et administratives et pour toutes modifications d'autorisations déjà réalisées.

21. Tolérance

Les Parties conviennent réciproquement que le fait pour l'une des Parties de tolérer une situation n'a pas pour effet d'accorder à l'autre Partie des droits acquis.

De plus, une telle tolérance ne peut être interprétée comme une renonciation à faire valoir les droits en cause.

22. Sincérité

Les Parties déclarent sincères les présents engagements.

À ce titre, elles déclarent ne disposer d'aucun élément à leur connaissance qui, s'il avait été communiqué, aurait modifié le consentement de l'autre Partie.

23. Indépendance des Parties

Les Parties reconnaissent agir chacune pour leur propre compte comme des Parties indépendantes l'une de

l'autre.

Le présent contrat ne constitue ni une association, ni une franchise, ni un mandat donné par l'une des Parties à l'autre Partie.

Aucune des Parties ne peut prendre un engagement au nom et pour le compte de l'autre Partie.

En outre, chacune des Parties demeure seule responsable de ses actes, allégations, engagements, prestations, produits et personnels.

24. Convention de preuve

Les documents sous forme électronique échangés entre les Parties feront preuve, sous réserve que puisse être dûment identifiée la personne dont ils émanent et qu'ils soient établis et conservés dans des conditions raisonnables permettant d'en garantir l'intégrité.

Annexe A : Description des données

1/ Les données à caractère personnel rendues accessibles par la commune d'Argentan :

Données	Catégorie des données	Finalité	Durée de conservation
Données d'identification Nom Prénom	Demandeur de la commune d'Argentan	<ul style="list-style-type: none"> - Justifier le versement des subventions au bénéfice de la commune d'Argentan - Assurer un report dans le bilan de services de l'employeur le cas échéant 	Année en cours +1 an (Suppression)
Vie professionnelle Statut emploi Employeur Siret entreprise			

2/ Les destinataires des données transférées sont :

Les données collectées sont destinées aux services d'ALS et, le cas échéant, à ses sous-traitants, prestataires et partenaires, aux entités du Groupe et à l'ANCOLS. Certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Elles peuvent être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires.

Les données collectées sont également destinées aux services du ou des réseaux d'appartenance.

Annexe B : Description des modalités et conditions de transfert des données

Les données seront transmises sous forme d'un fichier Excel reprenant les éléments suivants :

- **Identité des bénéficiaires de ce partenariat,**
- **Employeur et numéro SIRET de l'entreprise pour les salariés bénéficiaires,**
- **Statut au regard de l'emploi.**

Les données seront transmises trimestriellement entre par la commune d'Argentan à la délégation régionale d'Action Logement Service sur la base du reporting construit en annexe 2 et conformément à l'article 4 de la convention de partenariat signé entre la commune d'Argentan et ALS.

ALS répond à ses obligations en matière de sécurité de l'information en ayant mis en place des mesures techniques et organisationnelles destinées notamment à protéger les données que lui ont confiées particuliers et entreprises. Pour ce faire ALS s'efforce de se suivre les bonnes pratiques du marché que constitue le Guide d'Hygiène de l'ANSSI ainsi que les mesures de sécurités recommandées par la norme ISO27002.

Une gouvernance adapté pilotée par la Direction de Risques et à laquelle appartient le Responsable de la Sécurité des Système d'Information (RSSI) permet à ALS de s'assurer que ses engagements pour la protection des données soient déclinés dans toute l'entreprise.

Annexe C : Formulaire de recueil de consentement

Autorisation de communiquer à un tiers des données à caractère personnel

Je soussigné(e) [Nom Prénom] _____

Demeurant [Adresse] _____

Numéro de dossier [Référence] _____

Autorise expressément la commune d'Argentan, **La Commune d'Argentan**, dont le siège social est sis Place du Docteur COUINAUD 61200 ARGENTAN, Numéro Siren : 216100065 à communiquer à ACTION LOGEMENT SERVICES, Société par Actions Simplifiée, au capital de 20 000 000 d'euros, dont le siège social est sis 21 quai d'Austerlitz - 75013 PARIS, immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 824 541 148, les données à caractère personnel suivantes :

- **Mon Identité (nom, prénom),**
- **Le nom de mon entreprise et son numéro SIRET le cas échéant,**
- **Statut au regard de l'emploi.**

Pour les finalités suivantes :

- Etablir des statistiques du nombre de bénéficiaires de l'ensemble des services rendus par **La Commune d'Argentan** aux publics servis par Action Logement Services ;
- Permettre à Action Logement Services de justifier auprès de ses clients de la liste des bénéficiaires de l'ensemble des services rendus par **La Commune d'Argentan** aux publics servis par Action Logement ;
- Permettre à **La Commune d'Argentan** de justifier de son action auprès d'Action Logement Services dans le cadre du partenariat conclu entre les deux entités.

[Date]

[Nom Prénom]

Signature :

PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES :

Les informations recueillies sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier informatisé par LA COMMUNE D'ARGENTAN afin qu'Action Logement Services puisse justifier de l'emploi de ses fonds. La base légale du traitement est le consentement.

Les données collectées seront communiquées au seul destinataire suivant : Action Logement Services.

Les données sont conservées pendant la durée nécessaire à l'accompagnement augmentée d'une durée de 12 mois maximum à compter de la fin de l'année de l'accompagnement.

Vous pouvez accéder aux données vous concernant, les rectifier, demander leur effacement ou exercer votre droit à la limitation du traitement de vos données. Vous pouvez retirer à tout moment votre consentement au traitement de vos données ; Vous pouvez également vous opposer au traitement de vos données et exercer votre droit à la portabilité de vos données.

Consultez le site cnil.fr pour plus d'informations sur vos droits.

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce dispositif, vous pouvez contacter **(le cas échéant, notre délégué à la protection des données ou le service chargé de l'exercice de ces droits) : [adresse électronique, postale, coordonnées téléphoniques, etc.]**

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.

ANNEXE 5
LISTE DES FJT FINANCÉS

- Résidence Habitat Jeunes – Le Pass’HAJ, 1 Place du Donjon – 61200 ARGENTAN